



Golfe arabo-persique: Bouc émissaire idéal de la faillite du système financier occidental (dernière partie)

Les périls militaire et domestique

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 09 novembre 2008

[Le blogue de René Naba](#) 9 novembre 2008

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#),
[Énergie](#)



Golfe arabo-persique: Bouc émissaire idéal de la faillite du système financier occidental, les pétromonarchies arabes face à un triple péril démographique, militaire et domestique. Dernière partie (3/3).

Pour lire la première partie: Le G20, une nouvelle configuration de l'ordre international, [cliquez ici](#).

Pour lire la deuxième partie: Les pétromonarchies: Une préfiguration futuriste des cités marchandes de l'avenir, [cliquez ici](#).

III- Le péril militaire: la présence militaire américaine, un paratonnerre ou un détonateur?

IV - Le péril domestique: les frasques monarchiques, une gangrène qui sape les assises du pouvoir pétromonarchique

III- Le péril militaire: la présence militaire américaine, un paratonnerre ou un détonateur ?

La constellation des pétromonarchies, un des principaux ravitailleurs du système énergétique mondial, sert en même temps de gigantesque base militaire flottante de l'armée américaine, qui s'y ravitaille à profusion, à domicile, à des prix défiants toute concurrence. Tous, à des degrés divers, y paient leur tribut, accordant sans états d'âme, des facilités à leur protecteur.

La zone abrite en effet à Doha (Qatar), le poste de commandement opérationnel du CentCom (le commandement central américain) dont la compétence s'étend sur l'axe de crise qui va de l'Afghanistan au Maroc, et, à Manama (Bahreïn), le quartier général d'ancrage de la Vme flotte américaine dont la zone opérationnelle couvre le Golfe arabo-persique et l'Océan indien. En complément, l'Arabie saoudite abrite, elle, une escadrille d'AWACS (Airborne warning and control system), un système de détection et de

commandement aéroporté, dans la région de Ryad. Le Royaume est en effet le seul pays au Monde à abriter des radars volants américains en dehors des Etats-Unis, indice qui témoigne de l'importance accordée par les Etats-Unis à la survie de la dynastie Wahhabite. Le Koweït, très dévoué à son libérateur, fait office de zone de pré positionnement et de ravitaillement à la gigantesque infrastructure militaire américaine en Irak, le nouveau champ d'expérimentation de la guerre moderne américaine dans le Tiers-monde. S'y ajoute, dernier et non le moindre des éléments du dispositif, Israël, le partenaire stratégique des Etats-Unis dans la zone, ainsi que la base-relais de Diégo Garcia (Océan indien), la base aérienne britannique de Massirah (Sultanat d'Oman) ainsi que depuis janvier 2008 la plate forme navale française à Abou Dhabi. Près de quarante ans après l'indépendance de la côte des pirates et le redéploiement britannique à l'Est de Suez, en 1970, les principautés du Golfe vivent de nouveau sous protectorat de fait de leurs anciens tuteurs, en une sorte de «servitude volontaire».

Faiblement peuplées, entourées de puissants voisins tels l'Iran et l'Irak, de création récente et inexpérimentées en la matière, les pétromonarchies ont longtemps confié leur protection à des pays amis aguerris, ou, à défaut, à des compagnies militaires privées, les mercenaires des temps modernes, et, les fabuleux contrats d'armement qui excédaient les capacités d'absorption des servants locaux, étaient généralement perçus comme des polices d'assurance déguisées en raison des fabuleux rétro commissions qu'ils généraient. La protection de l'espace aérien saoudien a été longtemps confié aux aviateurs pakistanais, le territoire national du Sultanat d'Oman aux bédouins de la légion arabe jordanienne, les mercenaires occidentaux se chargeant du reste, avec une répartition des rôles entre les Anglais, surtout présents dans leur ancienne zone d'influence, notamment les émirats pétroliers du Golfe, et les Américains ayant la haute main sur l'Arabie Saoudite et le reste du Moyen-Orient. La protection du Cheikh Zayed Ben Sultan Al-Nahyane, Emir d'Abou Dhabi et président de la Fédération des Émirats du Golfe, ainsi que l'encadrement des troupes omanaises dans la répression de la guérilla marxiste du Dhofar, dans les années 1965-1970, ont relevé de la responsabilité de «Watchguard», une des deux compagnies de mercenaires britanniques, dont le siège est à Guernesey. Fondée en 1967 par David Sterling, un ancien des commandos de l'air britanniques (Special Air Services), elle passe pour être un instrument d'influence de la diplomatie britannique. Outre Blackwater, qui s'est fâcheusement illustrée en Irak, les États-Unis comptent, eux, deux grandes sociétés privées militaires: Vinnell Corp, dont le siège est à Fairfax, en Virginie, et BDM international. Toutes deux filiales de la multinationale Carlyle, elles apparaissent comme les bras armés privilégiés de la politique américaine en Arabie et dans le Golfe. Vinnell corp, dont la mission saoudienne a fait l'objet d'un attentat à Khobbar en 1995, a la haute main sur la formation de la Garde nationale saoudienne, tandis que BDM gère la formation du personnel de l'armée de l'air, de la marine et des forces terrestres saoudiennes.

A- Les pétromonarchies: un «oasis de sécurité sécurisé» de l'économie occidentale face à la «zone de pénurie» du versant méditerranéen frondeur du Monde arabe.

Dans la foulée du triomphe de la Révolution islamique, en 1979, les Etats-Unis ont veillé à propulser Israël au rôle de «super gendarme régional», concluant avec lui un «partenariat stratégique» en vue de le substituer au rôle précédemment assumé par le Chah d'Iran, l'Ethiopie assumant un rôle identique pour l'Afrique orientale, avec comme point d'appui la base franco-américaine de Djibouti. L'administration américaine, quelle que soit sa coloration politique républicaine ou démocrate, s'est appliquée avec constance depuis près

de trente ans à y aménager une zone économique libérale unique liée au marché américain, en vue de promouvoir la libre circulation des capitaux et des biens, mais pas nécessairement de la main-d'œuvre.

Le Moyen-Orient ayant vocation, dans l'optique américaine, à devenir une zone de sous-traitance de l'économie américaine comparable à la zone Maghreb pour l'Union Européenne. L'objectif central de cette démarche étant la normalisation et l'intégration d'Israël au Moyen Orient dans l'esprit des Forum économique de Casablanca (1994) et d'Amman. (1995). Un tel projet s'articulerait, dans la vision américaine, sur deux piliers, la technologie israélienne à l'Ouest, et le capital financier du Golfe à l'Est. Pour ce faire, l'autonomie des pétromonarchies par rapport au reste du monde arabe a été encouragée par la diplomatie occidentale au sein du Conseil de Coopération du Golfe.

La mise sur pied de cette entité sous entité régionale visait à constituer un «oasis de sécurité sécurisé» face à la «zone de pénurie» du versant méditerranéen frondeur du Monde arabe. Mais la réussite du projet demeure tributaire en fin de compte de la neutralisation du problème palestinien par la création d'un «état croupion» bénéficiant d'une indépendance formelle sous l'étroite dépendance d'Israël et le double parrainage de l'Arabie saoudite et de l'Egypte. A noter que sans attendre le règlement final du conflit israélo-arabe et dans la droite ligne de sa politique ouvertement pro occidentale, gage de la survie du Trône Hachémite, la Jordanie a déjà mis en place une zone franche jordano-israélienne dont les produits sont directement exportés vers les Etats-Unis (8)

B- Maurice Lévy (Publicis) et Richard Attias (Dubai Event Management), une normalisation feutrée avec Israël.

C'est dans cette perspective qu'il importe de situer le parrainage par la firme publicitaire française Publicis du Festival controversé de Jordanie, l'été 2008, et le redéploiement la même année vers Doubaï du publiciste Richard Attias. Le recours aux services de deux acteurs de premier plan de la scène événementielle mondiale, notoirement connus pour leurs sympathies pro israéliennes, témoignerait du souci des monarchies pro-occidentales arabes de donner, en sus de la représentation commerciale israélienne au Qatar, des gages de bonne volonté à leur protecteur américain, et, ce faisant, de procéder à une normalisation feutrée avec Israël à l'effet de promouvoir, parallèlement à leur expansion, leur nouvelle image de marque avec la secrète ambition de se hisser au rang des nouvelles cités monde du XXI^{me} siècle. Maurice Lévy, président de Publicis, et, Richard Attias, sont tous les deux originaires du Maroc, le premier d'Oujda et le second de Fès. Maurice Lévy a été le maître d'œuvre des festivités organisées à Paris, en mai dernier, à l'occasion du 60^{me} anniversaire de la déclaration unilatérale d'indépendance d'Israël. Son parrainage du festival culturel jordanien a été fortement critiqué conduisant de ce fait bon nombre d'artistes arabes à boycotter cette manifestation commanditée par la Reine Rania de Jordanie. La présence de Richard Attias paraît mieux agréée en raison vraisemblablement de son parcours sensiblement différent de son ancien associé et désormais concurrent. Maître d'oeuvre d'événements politico-médiatiques internationaux, tel le forum des Prix Nobel de Petra (Jordanie) et le forum économique de Davos (Suisse), dont il a été évincé pour cause de matrimonialité para-présidentielle, Richard Attias dirigera, depuis Doubaï, la «Dubai Event Management Corporation», en association avec le prince Ahmad, fils du gouverneur de Doubaï, Cheikh Rached al Maktoum. Le recrutement du fils de l'ancien costumier du Roi du Maroc, titulaire d'une nationalité marocaine qu'il n'a jamais voulu troquer contre toute autre nationalité, ne relève pas d'un «coup de pub et de communication», mais d'un choix raisonné à l'égard d'un professionnel confirmé. Elle a été

perçue comme une marque de confiance à l'égard d'une personne demeurée de surcroît fidèle à ses racines judéo-arabes dans la pure tradition du judaïsme marocain, à l'exemple de l'écrivain Edmond Omrane El-Maleh, de l'ingénieur Abraham Sarfati et du mathématicien Sion Assidon, deux anciens prisonniers d'opinion à l'avant garde du combat pour la conquête des libertés démocratiques dans le Monde arabe. Par ricochet, l'installation à Doubaï de l'époux en secondes noces de Mme Cecilia Sigauer Arbaniz, l'ancienne épouse du président français Nicolas Sarkozy, a pu apparaître comme un magistral «pied de nez» adressé, sans doute involontairement, à l'islamophobie ambiante attisée en France au plus haut sommet de l'Etat par la stigmatisation permanente des Musulmans «égorgeurs de moutons dans leur baignoire» Ces deux objectifs sont en pleine conformité avec l'objectif stratégique majeur des Etats-Unis: l'intégration d'Israël, en position de leadership, au Moyen orient.

Balisant le terrain à l'Arabie saoudite, Bahrein, qui abrite la base navale du QG de la Vme flotte américaine pour la région Golfe arabo-persique/Océan Indien, a abondé en ce sens, le 9 octobre dernier, en proposant la mise sur pied d'une nouvelle organisation régionale englobant l'ensemble des pays du Moyen orient, c'est à dire les pays arabes du Proche et du Moyen Orient mais aussi la Turquie, l'Iran et, dernier et non le moindre, Israël.

Tout cet échafaudage pourrait être sinon réduit à néant, à tout le moins mis à mal du fait de la bourrasque boursière et financière qui a emporté à l'automne 2008 les économies occidentales, plongeant dans la perplexité bon nombre des alliés des états occidentaux dans la zone. Prenant argument d'un prétexte oecuménique, le Royaume Wahhabite a invité Israël, à son tour, à participer à un «dialogue des religions» qui se tiendra le 11 novembre 2008 à New York, après les élections présidentielles américaines.

L'affaiblissement militaire et économique des Etats-Unis, la nouvelle tonicité de la Russie après la guerre de la Géorgie, en août 2008, l'activisme chinois en Afrique font craindre aux stratèges occidentaux la consolidation du groupe de Shangai (Chine, Russie, Iran), à l'effet de modifier les rapports de force régionaux notamment au Moyen-orient, au détriment des pétromonarchies alliées du camp occidental.

Bien qu'antérieure à l'émergence de l'Iran comme puissance nucléaire virtuelle, la forte concentration militaire occidentale dans le golfe arabo-persique est néanmoins présentée dans les médias occidentaux comme destinée à protéger les princes du pétrole contre les convoitises du régime islamique de Téhéran. Force pourtant est de constater que l'unique intervention militaire iranienne contre les pétromonarchies s'est produite à l'époque où l'Iran se situait dans la mouvance occidentale dans la décennie 1970 sans que la protection américaine n'ait été d'un grand secours aux protégés arabes qui se sont vus amputer ce jour là de trois îlots appartenant à l'Emirat d'Abou Dhabi. Il est vrai que le Chah d'Iran Mohamad Reza Pahlevi faisait office à l'époque de gendarme du Golfe pour le compte des Américains et que les princes arabes ne pouvaient qu'obtempérer, sur injonction américaine, au super gendarme régional qui leur avait été assigné. Sous couvert de guerre contre le terrorisme ou de démocratisation du Moyen orient, deux des objectifs déclarés de la diplomatie néo-conservatrice américaine, la présence militaire américaine vise en outre à maintenir en fait cette zone énergétique d'importance stratégique sous contrôle occidental, alors que les prix pétroliers flambent et que la guerre pour le contrôle des matières premières redouble d'intensité tant en Asie qu'en Afrique au moment où la Chine opère une percée remarquable sur le flanc méridional de l'Europe.

Indice du malaise régnant entre les Etats-Unis et le Golfe pétro monarchique du fait de la

faillite bancaire américaine et de la pesante tutelle américaine sur les zones pétrolifères, l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger n'a pas hésité à désigner à la vindicte publique les pétromonarchies du golfe, préconisant en pleine tourmente financière mondiale, la constitution d'un cartel des pays industrialisés face aux pays producteurs de pétrole afin de juguler la hausse des prix du brut... comme si le G7 n'avait pas la maîtrise des principaux rouages de l'économie mondiale. Vingt cinq mille milliards (25000) de dollars de capitalisation boursière, soit deux fois le produit intérieur américain), se sont évaporées depuis janvier 2008 du fait de la crise des actifs toxiques de l'économie occidentale, une somme largement excédentaire des besoins de la communauté internationale pour satisfaire les besoins hydrauliques de la planète, les besoins de la recherche scientifique pour la découverte des thérapies aux maladies incurables, éradiquer la faim et la soif dans le monde (Trois milliards de dollars, les épidémies et les pandémies (9).

Jugée malvenue au moment où la faillite bancaire américaine avait atteint un seuil excédant la totalité de la dette publique des cinquante pays d'Afrique, la déclaration Kissinger, désignant par ailleurs l'Iran comme la principale menace de l'époque contemporaine (10) a suscité un véritable tollé au sein des pays du tiers monde particulièrement agacés par le rôle prescripteur que s'arrogent les Etats-Unis dans leur prétention à régenter le Monde et à le sinistrer du fait de la cupidité de leurs opérateurs financiers et l'égotisme de leurs politologues. Survenant dans la foulée de la mise en route du processus de neutralisation à distance de la balistique iranienne avec la signature du pacte de déploiement de missiles intercepteurs en Pologne, en Tchéquie et en Israël à la faveur du conflit de Géorgie, en Août 2008, la déclaration Kissinger survenue le jour commémoratif du 33^{me} anniversaire de la 3^{eme} guerre israélo-arabe, de même que les réitérations de Bernard Kouchner, ministre français des Affaires étrangères, sur l'inéluctabilité d'une intervention israélienne contre l'Iran, ont placé le Golfe arabo-persique sous vive tension et les alliés américains de la zone sur la défensive. Les pétromonarchies qui ont volé au secours de l'économie américaine dans un premier temps, enregistrant au passage, sans plainte ni complainte, une perte sèche de 150 milliards de dollars au cours du 3^{me} trimestre 2008 du fait de leurs placements sur les marchés occidentaux, ont depuis lors reconsidéré leur position percevant l'appel à la constitution d'un cartel anti-OPEP comme une forme de chantage déguisé, privilégiant désormais, en une sorte de réplique oblique, les placements sur les marchés asiatiques (11).

A l'apogée de sa puissance, au plus fort de son alliance avec l'Iran, l'Amérique n'a jamais réussi à faire restituer à leur propriétaire arabe légitime ces trois îlots qui ont nom, pour mémoire, Abou Moussa, Grande et Petite tombe. En phase de puissance relative, saura-elle au moins protéger durablement ces relais régionaux, au moment où ses déboires en Irak et en Afghanistan la place sur la défensive, alors que, parallèlement, l'Iran, fort de sa maîtrise de la technologie nucléaire et des succès militaires des ses alliés régionaux, le Hezbollah (Liban), Moqtada Sadr (Irak) et le Hamas (Palestine) se pose en parfait contre exemple de la servitude monarchique, avec un rayonnement se projetant bien au-delà des zones à fortes minorités chiites arabes dans les régions pétrolifères d'Arabie Saoudite, de Bahreïn, du Koweït, d'Irak, et dans la zone limitrophe d'Israël dans le sud du Liban pour s'étendre à l'ensemble de la sphère arabo-musulmane ? Plus précisément, l'Amérique, pourra-t-elle protéger ses relais des turbulences internes attisées par les frasques monarchiques répétitives, en parfait décalage avec les dures conditions de la réalité quotidienne de la multitude de leurs concitoyens et qui gangrènent inexorablement les assises de leur pouvoir.

IV - Le péril domestique: les frasques monarchiques, une gangrène qui sape les assises du pouvoir pétromonarchique

Un spectacle à deux dimensions s'est offert au monde arabe en cet été 2008, comme en 2006 lors de la guerre destructrice israélienne contre le Liban, symptomatique du divorce entre gouvernants et gouvernés arabes. Pendant que le chef du Hezbollah libanais Hassan Nasrallah s'appliquait à libérer, en juillet, le doyen des prisonniers arabes en Israël, Samir Kantar, un druze pro palestinien détenu pendant 29 ans, les princes saoudiens faisaient étalage d'un luxe tapageur sur la baie de Cannes, sud de la France, avec leurs Yachts surdimensionnés, dans des escapades nocturnes mouvementées en compagnie d'une cohorte d'escorte bruyante d'un goût douteux, loin des préoccupations quotidiennes de leurs compatriotes. Le gouverneur de Doubaï, de son côté, laissait à son sort son Emirat pour deux mois en vue de satisfaire au Royaume-Uni son goût poussé pour les concours hippiques et les sports équestres alors que la propre mère du président de la Fédération du Golfe, Cheikha Fatima d'Abou Dhabi, et dix sept (17) de ses courtisanes étaient interpellées en Belgique au Conrad Bruxelles pour «sérvices et maltraitance» à l'égard de sa domesticité.

Chaque année apporte son lot de scandales: 2005, année de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri et de l'arrivée au pouvoir du Président iranien Mohamad Ahmadi-Nijjad, l'opinion occidentale a eu droit au feuilleton de la «Saudi connection», le trafic transcontinental de drogue depuis la Colombie jusqu'à la France à bord d'un appareil de la flotte privée de la famille royale saoudienne. En 2006, année de la guerre destructrice israélienne contre le Liban, deux scandales défrayèrent la chronique: le scandale Yamamah sur les faramineuses rétro commissions de l'ordre de 1,8 milliards d'euros perçues par le prince Bandar Ben Sultan, fils du ministre saoudien de la défense, à l'occasion de la vente de 150 avions de combat anglais TORONADO à l'Arabie, ainsi que le scandale de l'assassinat en Australie dans de conditions mystérieuses d'un ancien prétendant au trône de Doubaï, un crime couvert de l'immunité diplomatique et jamais élucidé.

En 2007, les frasques du Prince Abdel Aziz Ben Fahd, valurent au fils de l'ancien Roi d'Arabie et camarade de jeu de M. Saadeddine Hariri, l'héritier politique de l'ancien premier ministre milliardaire libano-saoudien, d'être déclaré «non grata» dans un grand palace parisien pour son goût prononcé pour la compagnie de «filles bruyantes» (12). En 2008, la libération de Samir Kantar et la restitution de près de 200 dépouilles libanaises et palestiniennes, a coïncidé avec le retentissant assassinat d'une chanteuse vedette libanaise, le 29 juillet 2008, à Doubaï. Suzanne Tamime passe pour être à la fois une proche des familles régnantes d'Arabie saoudite et des Emirats. Son meurtre impliquant des personnalités égyptiennes proche du pouvoir a mis à mal les relations entre l'Egypte et les princes du pétrole. Egorgée avant d'être assassinée, la fin tragique de l'artiste libanaise est comparable à celle de la marocaine Hanane Zamrani retrouvée assassinée dans la piscine d'un riche homme d'affaires des Emirats, en mai 2005.

L'auteur fera grâce à ses lecteurs des frasques annuelles répétitives à Paris et à Genève de Hannibal Kadhafi, fils cadet du dirigeant libyen, nouvelle dynastie autocrate arabe du fait de la cooptation monarchique du pouvoir. Sur fonds de corruption et de népotisme, de zone de non droit et de passe droit, d'abus d'autorité et d'excès de pouvoir, ces frasques, les chancelleries occidentales se gardent bien de l'avouer, gangrènent les assises du pouvoir pétromonarchique et donnent argument à leur contestataires politiques dont ils constituent un parfait contre exemple.

Doubaï (12) vient d'ailleurs d'ordonner en Août 2008 une vaste campagne anti-corruption, l'érigeant en «priorité nationale» mettant en cause huit dirigeants de firmes financières et immobilières de premier plan, assurant que désormais nul ne sera à l'abri de l'impunité. A cet égard, la naissance en Arabie saoudite du mouvement «Al_Qaïda» ne paraît pas le fruit du hasard, de même que la chaîne transfrontière arabe «Al-Jazira» au Qatar. Tous les deux sont perçus comme des excroissances rebelles à l'hégémonie saoudienne sur l'ordre domestique arabe, le premier dans l'ordre politico-militaire, le second dans le domaine médiatique. Dans cette perspective, la présence militaire américaine dans le Golfe vise-t-elle d'une manière subséquente à assurer une impunité aux princes du pétrole à l'effet d'accentuer leur dépendance personnelle à l'égard de l'Amérique? Autrement dit, cette concentration militaire américaine dans le Golfe, la plus dense au monde en dehors des Etats-Unis, constitue t-elle véritablement un parapluie? Ne risque-t-elle pas, au contraire, de servir de catalyseur au courroux arabe et, de faire fonction, le cas échéant, de détonateur cataclysmique à un violent débordement de mécontentement populaire dans l'hypothèse d'une éventuelle confrontation avec l'Iran? En l'état actuel de la science médicale, la gangrène se purge par l'amputation. L'organisme pétromonarchique saura-t-il s'immuniser de cette atteinte par une refonte drastique de son mode de fonctionnement, ou, par l'effet des surcharges pondérales générées par les facilités d'une existence assistée, se laissera-t-il affecté, par négligence, par cette pathologie incurable, à l'issue inexorable ??

Références

8- «Foire d'empoigne autour de la Méditerranée» par Georges Corm, in le Monde diplomatique Juillet 2008.

9- « 25 000 milliards de dollars évanouis ». Le Monde 25 octobre 2008. Depuis le début de l'année, les grandes places boursières internationales ont perdu presque la moitié de leur capitalisation. Cela signifie qu'environ 25 000 milliards de dollars sont partis en fumée, soit près de deux fois le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis. Certaines places ont presque disparu du paysage. La Bourse de Reykjavik a perdu 94 % de sa valeur, Moscou 72 %, tout comme Bucarest. L'Islande, au bord de la faillite, a annoncé avoir signé un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un prêt de 2,1 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros). Et la liste des pays en grande difficulté ne cesse de s'allonger: Ukraine, Pakistan, Argentine, Hongrie, etc. Aux Etats-Unis et en Europe, la contamination de« l'économie réelle » commence à se matérialiser, avec une forte hausse du chômage et une réduction du pouvoir d'achat. Selon une étude du courtier Cazenove, les plus exposés sont, dans l'ordre, la construction, les mines, les grands magasins, l'assurance-vie et la banque.

Les valeurs refuges défensives se réduisent à une peau de chagrin : produits de grande consommation, spiritueux... A la Bourse de Paris, la plus mauvaise est le fait de Renault, dont l'action a baissé de 77,12 % depuis le 1er janvier, la moins mauvaise performance revient à GDF Suez, qui affiche un recul de 21,66 % depuis le début de l'année. Sur le plan budgétaire, les injections de fonds publics pour sauver les banques vont se traduire par une hausse sensible des dettes publiques et par un recours massif à l'emprunt de la part des Etats. Cet afflux d'obligations du Trésor sur les marchés financiers risque de provoquer une forte remontée des taux d'intérêt à long terme qui jouent un rôle majeur dans le financement de l'économie. « *Les marchés broient du noir et imaginent le pire avec un caractère autoréalisateur, notent les économistes du Crédit agricole. La question de la confiance reste centrale, et personne ne sait bien aujourd'hui quel élément catalyseur est susceptible de la restaurer de manière durable.* »

10- "Scholar statesman award dinner- Henry Kissinger versus Robert Satlof october 6th 2008" Special forum report Washington Institute for Near East Policy, Policy Watch N°1411 du 10 octobre 2008

11-«Lundi noir dans le Golfe: les bourses des pétromonarchies enregistrent une perte de 150 milliards de dollars au cours du 3me trimestre 2008», in «Al-Qods al-Arabi», mardi 7 octobre 2008

12- «Ryad sur Seine, Mon patron est un Emir: De l'argent sans limites, des distractions de grands enfants, des serviteurs corvéables jusqu'à l'épuisement. Trois ex salariés des Saoud racontent le quotidien des nababs à Paris», par Christophe Boltansky, Nouvel observateur 22-28 Mai 2008.

13- Dubaï lance une campagne anti corruption, cf le Journal transnational arabe paraissant à Londres «Al Quds al Arabi» en date du 18 Août 2008, qui précise que huit dirigeants de firmes financières et immobilières de premier plan sont poursuivis à Dubaï pour des faits en rapports avec l'argent illicite, notamment des responsables de la Banque Islamique de Dubaï et du Fonds d'investissement «Tamwil», des promoteurs immobiliers du projet «Ad-Diar» et «Al-Nakheel», la célèbre marina conquise sur la mer et édiflée en forme de palmier.



René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »- Editions Bachari 2006.; « Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998).

La source originale de cet article est [Le blogue de René Naba](#)
Copyright © [René Naba](#), [Le blogue de René Naba](#), 2008

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde

arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca